



Pouvoir/contre-pouvoirs – Un face à face nécessaire

Et Toulouse 2031 est né !

En septembre 2018, l'Université Populaire de Toulouse organisait au Bijou une conférence avec des collectifs toulousains et métropolitains engagés dans des batailles contre la politique de la mairie de Toulouse et de la métropole.

Cette initiative, préparée durant l'été avec le DAL, Ô Toulouse et Nonaugratteciel, voulait être le point de départ d'une collaboration plus ténue entre les différents collectifs de lutte (*Collectif La Grave, Droit au logement 31, Ô Toulouse pour une Régie Publique de l'Eau, Action juridique ouverture de la piscine d'Ancely, Place de l'Europe, Non au Gratte-ciel de Toulouse, Collectif contre les nuisances aériennes, Association des Usagers du Transport de l'Agglomération Toulousaine et de ses environs, Saint Cyprien Quartier Libre*). Nous voulions aussi vérifier si la convergence de toutes ces activités était possible dans une « structure » commune (mais laquelle ?) alors que nous constatons que, sur le terrain des luttes sociales, la convergence, appelée de toutes parts, n'avait pas lieu.

La soirée elle-même fut un gros succès. La plupart des collectifs étaient là et tous les courants politiques ayant une ambition municipale étaient là aussi. La salle était pleine et tout le monde n'a pas pu rentrer.

La première étape était franchie, sans difficultés, même si un courant politique, Archipel citoyen, nous sommait de travailler tout de suite en vue des élections municipales de 2020 ; mais nous y reviendrons. Mettre les forces en commun, partager des expertises, des analyses et des pratiques, identifier des points de recoupement « naturels », mais laisser à chaque collectif une autonomie totale quant à l'action sur son champ d'activité, a été le fil conducteur de ces premiers échanges.

Toulouse 2031 était né par opposition au projet, intitulé Toulouse 2030, du maire (et président de la métropole), de ses amis banquiers et promoteurs. Toulouse 2030 est le projet fou de faire de Toulouse la 3^{ème} métropole de France en 2030.

Le mode de fonctionnement et d'apparition, très vite adopté Toulouse 2031, n'est pas une mise en œuvre d'un collectif supplémentaire mais la libre association de 9 collectifs (pour le moment) qui ont fait le choix de ne pas se doter de porte-paroles censés parler au nom de tous. Lors du weekend Toulouse 2030, sur la place du Capitole et sous la canopée à un million d'euros (!) montée pour l'occasion, les amis du maire/président ont proposé à Toulouse 2031 d'intervenir à la tribune. Le choix de 2031 a été de répondre : il y a 9 comités et donc 9 interventions ou aucune. Il n'y a donc pas eu, bien sûr, d'intervention.

Ce choix du tout ou rien peut paraître puéril mais il nous dit deux choses. En premier que la convergence est une démarche qui ne va pas de soi car, spontanément, on ne perçoit pas de points communs entre la privatisation de l'eau et la bataille contre la construction d'une tour. Ce constat peut être aussi fait sur le terrain des luttes sociales ; il peut y avoir une multitude de luttes dans les hôpitaux sans qu'elles ne convergent à aucun moment. La bataille contre une politique municipale ou bien contre une politique austéritaire dans les hôpitaux ne sont pas/plus des éléments fédérateurs qui provoquent des convergences, des luttes d'ampleur. Mais ce choix nous dit aussi que la question de la représentation, du porte-parolat éveille de la méfiance. Ce phénomène est bien présent, à une autre échelle, chez les Gilets Jaunes.

Pouvoir et contre-pouvoirs

Nous le disions en introduction, l'interpellation d'Archipel citoyen laissait entendre que l'organisation des collectifs devait aller de pair avec la préparation des élections municipales. Régulièrement les médias, et La Dépêche du Midi en particulier, essayent d'associer un ou des militants associatifs à un courant politique. Dans un article récent, ce même journal va décrire l'intérêt que suscite Toulouse 2031 auprès des partis politiques de gauche. Bref, ce serait l'idée selon laquelle toute opposition construite et efficace à un projet devrait naturellement se traduire par une candidature aux élections municipales.

Les élections ne sont pas notre préoccupation première, ce n'est pas du pouvoir qu'il est urgent de se préoccuper mais des contre-pouvoirs. Nous nous considérons comme des lanceurs d'idées avec le secret espoir qu'elles seront reprises, enrichies, développées et mises en pratique.

Le problème essentiel, aujourd'hui, n'est pas de construire une liste, c'est à la portée de pratiquement tout le monde... Mais c'est de construire et de faire durer des contre-pouvoirs dans la cité pour que ceux et celles qui ont été élu-e-s (peut être par nous tous) fassent ce qu'ils ont dit et même plus ; et pour que ceux et celles qui ont été élues (souvent malgré nous) ne croient pas que l'élection, au nom de la démocratie, annule toute contestation, toute remise en cause des politiques menées. On voit bien à Toulouse et sur la métropole que la politique du maire/président avance comme un rouleau compresseur et que les oppositions au sein des conseils ne pèsent pas ou très peu, ne peuvent pas inverser le cours des choses... D'abord parce qu'elles sont minoritaires mais surtout parce qu'elles n'imaginent jamais, ou très peu souvent, utiliser le Capitole comme une tribune pour appeler la population à la mobilisation.

Les partis de gauche, dans leur ensemble, entretiennent avec les mouvements sociaux des relations que l'on peut qualifier d'utilitaires. Les collectifs, les comités de quartier... sont à la fois un vivier d'idées, de propositions et un réservoir de voix. Les partis prennent les deux, les idées et les voix ; et, là, prend fin la relation.

Il faut donc inverser ce processus clientéliste et utilitaire. Les idées, les revendications et propositions des collectifs sont un tout que les partis sollicitant leur soutien ne peuvent pas découper à leur guise. Si on regarde ce que défendent les différents collectifs présents dans Toulouse 2031, on constate très vite qu'il y a (se dégage) une cohérence et que celle-ci est une alternative à la politique d'aménagement en vigueur à l'échelle de la ville et de la métropole.

Les contre-pouvoirs sont-ils solubles dans le pouvoir ?

C'est une vraie question et, sans hésiter, nous disons non. Ou plutôt, nous ne le souhaitons pas. La tentation est grande, mais c'est de la vieille politique, de croire qu'il suffirait de prélever dans le

mouvement social des militants-e-s connu-e-s pour faire avancer une revendication. C'est une mauvaise solution qui peut faire gagner des voix mais qui dessert les mouvements sociaux en premier. Quand on a gagné une ville, une région..., l'habileté des élu-e-s est utile mais insuffisante pour abattre tous les obstacles que ne manqueront de dresser sur la route ceux qui ont perdu. C'est la mobilisation qui permet d'avancer. C'est pour cela qu'il faut réfléchir à deux fois avant de passer du statut du militant au statut d'élu... Ceci d'autant plus que le « prélèvement » d'acteurs du mouvement social pour en faire des élus affaiblit le mouvement social lui-même. Car, au delà de la captation (voire la neutralisation si l'on est pessimiste...) par les instances de pouvoir de figures emblématiques des luttes, ce sont les collectifs de lutte eux-mêmes qui sont vidés de leur force de terrain parce que ce sont, en fait, des équipes entières de militants qui sont transférées du terrain des mobilisations à celui des bureaux (création de postes de chargé-e-s de mission dévoué-e-s à la cause et dont le terrain d'action va devenir celui des arcanes de la bureaucratie gestionnaire...). L'effet de vide généré par cet appel à l'action institutionnelle, appel qui peut se comprendre par ailleurs, peut être dévastateur pour les collectifs de lutte ; et même si cette transition est anticipée et bien gérée, le passage à vide est bien réel sachant que des équipes militantes de terrain, expérimentées et efficaces, capables d'agir par capillarité parce qu'implantées au cœur des lieux de vie et des mobilisations, mettent des années à se constituer.

Cette question, comme d'autres, empoisonne depuis des lustres les relations entre les 3 composantes du mouvement social : associations, syndicats, partis. Ces derniers, les partis, considèrent qu'ils ont vocation à s'emparer de la chose politique et font leur marché dans les deux autres composantes. Souvent on parle de prises de guerre...

Pour dépasser cette course à l'échalote, il y a deux mesures simples :

- la première est de prendre comme base de discussion la plateforme des comités et des collectifs, de l'enrichir et de la faire évoluer vers un programme électoral ;
- la deuxième est que cela soit fait au travers d'une démarche inclusive dont le but serait de construire une liste pour promouvoir ce programme électoral.

Les relations entre un pouvoir, quel qu'il soit, et les mouvements sociaux ne peuvent être que conflictuelles ; et nous pensons que c'est essentiel, vital. Vouloir atténuer la conflictualité en intégrant des acteurs de la conflictualité dans la sphère du pouvoir est donc une très mauvaise idée.

Dans les semaines et les mois qui viennent, ayons toujours cette approche comme fil conducteur. Enrichissons nous des expériences vécu-e-s par d'autres (en France, en Espagne) mais sans transposer de manière mécaniste les conditions de réussite ou d'échec. Cela pourra peut-être permettre à tous et à toutes d'échanger sans présupposés, sans arrière-pensées pour permettre à une alternative de voir le jour, de gagner peut-être et, dans cette hypothèse (encore bien ténue quand même...), de ne pas générer, une fois de plus, rancœurs, déception et découragement.